

[Text]

Ms Black: You said you did not want to talk about statistics, but statistics do tell us that nationally one out of every two women and her children who turn up at a shelter for battered women are turned away or sent to alternate places because of lack of space. I know this is national statistics, but I have heard that it varies regionally. I wonder if you could give us a brief overview. Particularly in the province of Quebec, I have heard it is much higher than this. What is the situation on women and their children being turned away from shelters?

• 1230

Mme Fernandez: Au Québec, une femme sur deux est refusée dans les maisons d'hébergement, à cause du manque de place.

L'année passée, dans les maisons d'hébergement, seulement dans les maisons d'ébergement regroupées au niveau provincial, soit 44 maisons, on a accueilli 4,264 femmes, sans compter les enfants, ce qui doublerait le chiffre.

Avec notre service téléphonique, pour rejoindre toutes les femmes, on rejoint environ 300,000 femmes qui ont des problèmes de violence conjugale au Québec.

Au Québec comme en Ontario, il y a actuellement de bons programmes pour répondre à la violence conjugale. Il y a des maisons d'hébergement. Ce n'est pas assez. Il faudrait encore plus de places dans les maisons d'hébergement, en Ontario, au Québec et ailleurs au Canada. Au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest il y a surtout des maisons satellites. Les femmes, les enfants et les gens qui les protègent sont en danger.

C'est pour cela qu'il faudrait vraiment que la politique des maisons d'hébergement soit une politique nationale et cohérente et qui protège vraiment les femmes et les enfants.

Ms McGrath: I want to add that I think in some parts of the country we are going to see that this statistic will be quite a bit different this year. I think that in Alberta, for instance, it is probably going to be closer to 1.5 or 2 who are turned away for every one that is accepted. With respect to other parts of the country, I have heard of the same thing coming in. I think it is actually getting worse at this point.

Mrs. Clancy: I have very, very brief comments to make, Madam Chair. This is on the comment made earlier about the co-option or the change of terms from battered women or wife battering to conjugal violence or domestic violence—all of these words. I know you people know this too, but I think it is wise to have it on the record. This has been part of our history in the women's movement, that our words and our terminology become co-opted. The term "women's liberation" has a pejorative slant to it that it did not have when it was first coined.

The term "day care" has a pejorative slant that it did not have when it was first coined. I do not mean pejorative in the sense that wife battering should be. I mean in the sense of those who use it. I trust that all of us will continue to fight this co-option of our language and our terminology.

[Translation]

Mme Black: Vous avez dit que vous ne vouliez pas parler de statistiques, mais les statistiques révèlent qu'à l'échelle nationale, une femme sur deux, accompagnée de ses enfants, qui frappe à la porte d'une maison d'hébergement pour femmes battues est retournée ou envoyée ailleurs en raison du manque de place. Cela s'applique à l'échelle nationale, mais on m'a dit que la situation varie d'une région à l'autre. Pourriez-vous nous donner un bref aperçu de la situation? Dans la province de Québec, entre autres, j'ai entendu dire que la proportion est beaucoup plus élevée que cela. Qu'en est-il au sujet des femmes et de leurs enfants qui se voient refuser l'accès à des maisons d'hébergement?

Mrs. Fernandez: In the province of Quebec, one woman out of two is turned away from the shelters because of a lack of space.

Last year, in the shelters, only in those that are regrouped at the provincial level, 44 shelters, 4,264 women were admitted, without considering their kids, which would double the number.

With our telephone service, we manage to contact about 300,000 women who are victims of spousal violence in Quebec.

In Quebec, as in Ontario, there are actually good programs to react to spousal violence. There are shelters. But this is not enough. We would need more spaces in the shelters, in Ontario, in Quebec and everywhere in Canada. In Yukon and in the Northwest Territories, there are mostly satellite shelters. The women, the children and the people who protect them are in danger.

This is the reason why the policy on shelters should really be a national policy that would be coherent and that would really protect the women and the children.

Mme McGrath: Je tiens à ajouter que dans certaines régions du pays, nous avons constaté que ce rapport sera quelque peu différent cette année. En Alberta, par exemple, je pense qu'il sera probablement davantage de 1,5 ou 2 femmes qui seront refusées pour chaque femme qui sera admise. J'ai aussi entendu dire que c'est à cela que l'on s'attend aussi dans d'autres régions du pays. La situation s'empire actuellement.

Mme Clancy: J'ai quelques observations très brèves à faire, madame la présidente. C'est au sujet des changements dans les expressions que nous utilisons. Il faudrait désormais parler de violence conjugale ou de violence familiale, plutôt que de femmes battues, etc. Je sais que vous êtes parfaitement au courant, mais je pense qu'il est sage que ce soit dit pour que cela reste. Ce n'est pas nouveau dans le mouvement féministe. Ce n'est pas la première fois que l'on change nos expressions et notre terminologie. L'expression «libération de la femme» a une connotation péjorative qu'elle n'avait pas lorsqu'elle a été utilisée la première fois.

Il en est de même pour l'expression «day care». La connotation péjorative tient davantage à la façon dont on utilise l'expression. J'espère que nous allons toutes continuer à nous opposer à cette déformation de nos expressions et de notre terminologie.